

Mobilisons nous contre l'exploration des gisements de gaz et d'huile de schiste en Picardie

En accordant à la société TOREADOR Energy France, un permis exclusif de recherche de gaz et huile de schiste dans le sud de l'Aisne, le gouvernement français a mis un doigt dans un engrenage dangereux à plus d'un titre.

Alors que les collectivités locales s'engagent peu à peu dans un développement durable, entre autre par l'élaboration de documents d'urbanisme, de plans climat-énergie-territoires, de contrat global de l'eau, l'exploration puis l'exploitation (quasi automatique) des gisements de gaz et huile de schiste ruinerait les efforts demandés à la nation pour qu'elle atteigne les objectifs fixés par nos gouvernants, dans les instances internationales (réduction de la production de gaz à effet de serre, qualité de la ressource en eau ...).

Alors que le Grenelle de l'Environnement avait mobilisé les représentants de la société

civile dans une gouvernance à 5 (Etat, élus, représentants des salariés, des entreprises, associations), pleine d'espoir et d'intérêt, l'Etat, en signant le permis dit « de Château-Thierry », a montré fortement, une fois de plus, que « l'environnement, ça suffit ».

Alors que les citoyens montrent des capacités à aborder des sujets complexes de développement durable comme l'énergie (projet éolien off-shore en Manche) ou le transport (projet ferroviaire Creil-Roissy) au travers de débats démocratiques organisés par la Commission Nationale du Débat Public, l'Etat veut nous faire comprendre que l'exploitation de certaines ressources naturelles ne nous regarde pas. Un paradoxe quand il faudrait, davantage encore, chercher à réconcilier les citoyens avec la politique*, au sens étymologique du terme, pour leur avenir.

La délivrance de permis de recherche exclusif de gaz et huile de schiste est un non sens écologique (*lire l'article de la rubrique Pôle développement durable : « Gaz et pétrole de schiste : la Picardie nouvel Eldorado des spéculateurs ? »*) et économique. Tout le monde sait qu'un des plus importants

gisements d'énergie (et d'emploi) actuellement se situe dans la maîtrise et la réduction de consommation d'énergie ainsi que dans les énergies renouvelables. Comment interpréter la démarche qui vise à exploiter des énergies fossiles avec des méthodes polluantes tout en donnant, dans le même temps, un sérieux coup de frein aux mesures fiscales d'incitation à la maîtrise de l'énergie. Il ne peut s'agir que d'une vision à court terme, susceptible d'avoir un impact négatif sur un développement soutenable fragile et balbutiant dans les territoires.

Plus loin que le « cadeau » fait ici à un type d'industrie, nous devons nous interroger sur ce que nous voulons laisser à nos enfants, dans un tel contexte. Arrêtons les comportements égoïstes et regardons avec acuité ce que nous préparons pour les générations futures :

Un virage de l'après pétrole conventionnel qui sera difficile à négocier et coûteux. D'autant que les pays émergents accélèrent le phénomène.

Une ressource en eau et des sites pollués par des substances chimiques toxiques,

cancérogènes et souvent très stables dans le temps (les rivières de Picardie sont déjà contaminées par les PCB !)

Des gisements de gaz et d'huile de schiste qui seront épuisés dans 20 ou 30 ans

Une déqualification** pour une durée inconnue.

Il serait grand temps d'avoir la sagesse de ne pas toucher à notre sous-sol pour en réserver ses richesses à nos descendants quand ils en auront besoin ou décider de le laisser intact.

Patrick THIERY

Président de Picardie Nature

** Nom formé à partir de deux termes grecs : polis « qui signifie la cité et -ikos», suffixe d'adjectif qui donne «-ique» en français . Ce mot signifie « qui concerne le citoyen».*

*** la déqualification se traduit, pour un jeune arrivant sur le marché du travail, par une perspective d'emploi moins qualifiée que celui de ses parents. A la fin de la décennie précédente, la France et d'autres pays européens ont basculé dans une période de déqualification inquiétante.*